



SNUipp-FSU 67
10, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG

Tél : 03 90 22 13 15
Mail : snu67@snuipp.fr
Site internet : <http://67.snuipp.fr/>
Page Facebook: <http://www.facebook.com/snuipp67>
Page Twitter : <http://twitter.com/snuipp67>



Déclaration liminaire CTSD du 5 septembre 2017

Monsieur l'Inspecteur d'académie-DASEN,

Année après année, comme une antienne, les ministres de l'Education nationale successifs se gargarisent d'une rentrée réussie. Cette année, cerise sur le gâteau, nous nagerions même dans le bonheur !

Évidemment, les enseignants, une fois encore, ont tout mis en œuvre pour accueillir du mieux possible les enfants qui leur sont confiés, malgré la dégradation patente de leurs conditions de travail. Et c'est uniquement cet investissement personnel, individuel et collectif au service du public qui permet à notre système scolaire de fonctionner.

En effet, le sous-investissement structurel qui affecte l'École française, de la maternelle à l'Université, place la France au dernier rang des 11 pays de l'OCDE comparables en termes de niveau de vie. Le dernier rang ! Pour un pays aussi riche que le nôtre !

Et ce déficit vient en partie expliquer les difficultés de l'école française à lutter contre des inégalités scolaires qui sont avant tout des inégalités sociales. Pour le SNUipp-FSU, il s'agit bien du défi majeur qui est posé à notre système éducatif et qui ne pourra pas être relevé à coups d'injonctions ministérielles et d'appel à des méthodes miracle ou à un prétendu recentrage sur les "fondamentaux".

N'en déplaise à notre ministre, non, pour nous cette rentrée ne se place pas sous le signe du bonheur mais bel et bien sous celui de l'inquiétude.

La réduction drastique des contrats aidés, remet en question les missions que ces personnels exercent dans les écoles, l'accompagnement des élèves en situation de handicap et l'aide administrative à la direction d'école, perturbant ainsi la rentrée dans les écoles.

Quand bien même le gouvernement a précisé que l'école serait relativement préservée, avec l'annonce de seulement 50 000 contrats à cette rentrée dans l'Éducation nationale c'est déjà 23 157 de moins que l'année précédente.

Le SNUipp-FSU pointe depuis longtemps la précarité de ces personnels embauchés sur des contrats relevant avant tout d'un traitement social du chômage. Ils subissent des contrats à durée déterminée et des horaires modifiables, ne bénéficient pas de formations qualifiantes permettant une insertion professionnelle et perçoivent des rémunérations indignes. Pour autant, les missions qu'ils remplissent, tant comme AVS que dans l'aide à la direction au sens large, englobant des fonctions administratives et d'accompagnement d'activités, sont indispensables au bon fonctionnement des écoles.

Le SNUipp-FSU dénonce les répercussions de ce véritable plan social pour les personnels, les enseignants et leurs élèves.

Monsieur l'Inspecteur d'académie-DASEN, vous allez répartir aujourd'hui les maigres moyens que vous aviez réservés pour la rentrée. Quoi que vous ayez décidé, vous avez dû faire des choix que bien des équipes ressentiront

douloureusement tant les moyens alloués sont insuffisants. La volonté gouvernementale de dédoubler les CP a conduit à un véritable détournement de fonds qui manqueront à autant de classes surchargées, bien au-delà de 12 celles-là et qu'on ne pourra soulager. Les élèves se serreront, les enseignants y laisseront leur santé. Quant aux postes de RASED non pourvus et transformés en postes ordinaires, ils viendront à peine endiguer la pénurie de remplaçants mais feront cruellement défaut à des centaines d'enfants qui n'auront plus l'aide à laquelle ils devraient pouvoir justement prétendre.

Le SNUipp-FSU porte une tout autre ambition pour l'École et ses personnels et continuera de lutter pour que les élèves et leurs enseignants, cessent d'être traités par le mépris des politiques.